



ucanss



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

N° UCANSS_24/PA/63

**MISE A DISPOSITION D'UNE PLATEFORME D'ACCOMPAGNEMENT
EN LIGNE DES SALARIES DES ORGANISMES DE SECURITE
SOCIALE ATTEINTS D'UNE MALADIE CHRONIQUE**

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 : PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 4 : PROCEDURE, ALLOTISSEMENT ET CADRE JURIDIQUE.....	5
4.1. Procédure.....	5
4.2. Allotissement	5
4.3. Cadre juridique	6
ARTICLE 5 : VALIDITE DU MARCHE	6
5.1. Durée du marché.....	6
5.2. Prestations similaires	6
ARTICLE 6 : LIEUX D'EXECUTION	6
ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
7.1. Conduite de projet	7
7.1.1. Chef de projet l'Ucanss	7
7.1.2. Chef de projet du Titulaire	7
7.2. Réunions	7
7.3. Délais d'exécution	7
7.4. Compétence du Titulaire	7
7.5. Obligation de conseil	8
7.6. Statut du personnel du Titulaire	8
7.7. Remplacement d'intervenants	8
ARTICLE 8 : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 9 : LES PRIX	9
9.1. Contenu des prix	9
9.2. Nature des prix	9
ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT	10
10.1. Présentation des factures	10
10.2. Modalités de transmission des factures	10
10.3. Délai global de paiement et intérêts moratoires	11
ARTICLE 11 : AVANCE ET ACOMPTES	12
11.1. Avance	12
11.2. Acomptes	12
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE 13 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	13
ARTICLE 14 : PENALITES.....	13
14.1. Modalités d'application des pénalités	13
14.2. Application des pénalités	13
14.2.1. Pénalités en cas de non-accessibilité à la plateforme.....	13
14.2.2. Retard imputable au Titulaire	14
14.2.3. Retard imputable à l'UCANSS.....	14
14.2.4. Pénalités pour travail dissimulé	14
14.2.5. Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles	14

ARTICLE 15 : PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	15
15.1. Propriété intellectuelle	15
15.2. Connaissances antérieures	15
15.3. Garanties.....	15
ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE.....	16
ARTICLE 17 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE	16
17.1. Description du ou des traitement(s) des données à caractère personnel.....	16
17.2. Obligation du prestataire	17
17.3. Obligations de l'UCANSS	18
17.4. Assistance du prestataire dans le cadre du respect par l'UCANSS de ses obligations	18
17.5. Sécurité des données à caractère personnel.....	18
17.6. Droit d'information des personnes concernées	18
17.7. Exercice des droits des personnes.....	18
17.8. Notification des violations de données à caractère personnel.....	19
17.9. Sous-traitance	19
17.10. Données à caractère personnel en fin de marché	19
17.11. Documentation et audit.....	19
17.12. Manquement du prestataire	19
ARTICLE 18 : MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
18.1. Modifications non substantielles	19
18.2. Autres cas de réexamen.....	20
ARTICLE 19 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	20
ARTICLE 20 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	22
20.1. Dispositions générales	22
20.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique.....	22
20.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique ...	23
ARTICLE 21 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE	23
ARTICLE 22 : ASSURANCE ET ATTESTATIONS	23
ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	24
ARTICLE 24 : CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	24
ARTICLE 25 : REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE	25
ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHE	26
26.1. Résiliation aux torts du Titulaire.....	26
26.2. Résiliation du fait de l'UCANSS.....	27
ARTICLE 27 : DIFFERENDS ET LITIGES.....	27
ARTICLE 28 : DROIT ET LANGUE	27
ARTICLE 29 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.-P.I.....	27

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la mise à disposition d'une plateforme d'accompagnement en ligne des salariés des organismes de Sécurité sociale atteints d'une maladie chronique.

Les caractéristiques juridiques et techniques des prestations à réaliser sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- le pouvoir adjudicateur :

**L'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS)
Immeuble « Le Digital »
6 rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL**

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice de l'UCANSS, Madame Isabelle BERTIN, en son absence ou empêchement, la personne habilitée à la remplacer, le Directeur délégué, Monsieur Jean-Charles GILLET.

- l'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent C.C.A.P par l'expression « le Titulaire » ou le « Prestataire ».

ARTICLE 3 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I., le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'ATTRI1 (acte d'engagement) et son annexe, le tableau d'offre de prix ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), accepté sans condition, dont l'exemplaire unique conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), accepté sans condition, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du Titulaire dans ses parties qui précisent et complètent les pièces précédentes sans y contrevenir, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi.

Les dérogations au C.C.A.G.-P.I. sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre ou durant l'exécution du marché n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels du marché.

Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent accord-cadre qui seules font foi. Toutefois, elles peuvent s'appliquer si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre.

ARTICLE 4 : PROCEDURE, ALLOTISSEMENT ET CADRE JURIDIQUE

4.1. Procédure

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L 2123-1-1° et R 2123-1-3 du Code de la commande publique.

Le marché s'exécutera sous la forme d'un marché ordinaire de services, conclu à prix forfaitaires.

Le montant estimatif du marché est de 73 000 euros HT, sur sa durée totale.

4.2. Allotissement

En application de l'article L 2113-11 2° du Code de la commande publique, les prestations, objet du marché, ne sont pas alloties car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence et/ou risque de rendre techniquement difficile et ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les considérations motivant cette décision sont les suivantes :

- la phase de sourcing réalisée en amont de la passation de ce marché démontre que le marché fournisseur est restreint, peu d'entreprises pouvant répondre au besoin ;
- un marché unique permet à l'UCANSS d'avoir un seul interlocuteur avec un seul point d'entrée ;
- le marché unique permet d'améliorer le pilotage et le suivi et de simplifier l'organisation ;
- le montant du marché étant limité, cela le rend plus accessible aux TPE/PME.

4.3. Cadre juridique

L'UCANSS conclut ce marché en application des dispositions de l'article L 124-4 du Code de la Sécurité sociale, du Code de la commande publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

ARTICLE 5 : VALIDITE DU MARCHE

5.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 8 décembre 2024, ou à compter de sa date notification si celle-ci est postérieure au 8 décembre 2024.

À la date anniversaire du marché, il pourra être reconduit trois fois pour une nouvelle durée d'un an par tacite reconduction. Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire le marché, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le Titulaire deux mois avant la date anniversaire du marché.

La durée maximale du marché, périodes de reconduction comprises, ne pourra pas dépasser 4 ans.

Le titulaire du marché ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

5.2. Prestations similaires

En application de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

Lorsqu'un tel marché est passé, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 6 : LIEUX D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées dans les locaux du Titulaire et lieux choisis par lui.

Les réunions de cadrage, d'étapes et de restitution se déroulent au siège de l'UCANSS à Montreuil (93) ou par visio-conférence.

ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. Conduite de projet

7.1.1. Chef de projet l'Ucanss

L'UCANSS désignera un chef de projet issu de la mission handicap nationale.

Cet interlocuteur assurera la coordination et le suivi de l'avancement du projet en collaboration étroite avec la mission handicap et sera l'interlocuteur unique du Titulaire.

7.1.2. Chef de projet du Titulaire

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne un chef de projet chargé de coordonner et piloter les prestations et sera l'interlocuteur unique de l'UCANSS. Il dispose des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire, conformément à l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-P.I.

Dès notification du marché, le Titulaire désigne sur la base de son offre un ou des correspondants privilégiés auprès de l'UCANSS.

7.2. Réunions

Une réunion de lancement entre le chef de projet UCANSS et le chef de projet du Titulaire est organisée dans les 8 jours suivant la notification du marché. Cette réunion a pour objet notamment de mettre au point la méthodologie de collaboration et le calendrier précis d'exécution des prestations.

Des réunions d'étapes pourront se tenir en cours d'exécution des prestations à la demande de l'UCANSS ou du Titulaire.

A la fin de chaque année du marché, une réunion de restitution des résultats est organisée entre le chef de projet UCANSS et le chef de projet du Titulaire.

7.3. Délais d'exécution

Le non-respect d'un délai d'exécution défini au C.C.T.P. ou au calendrier prévisionnel mis au point dans le cadre de la réunion de lancement expose le Titulaire à l'application des pénalités de retard prévues à l'article 14.1 ci-dessous.

7.4. Compétence du Titulaire

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un ou plusieurs intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins du marché, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire s'engage notamment :

- à veiller et contrôler le maintien constant des compétences de son équipe, ainsi que de son homogénéité, de sa disponibilité, de sa réactivité, et de sa composition ;
- à maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de son équipe en cas de difficulté.

7.5. Obligation de conseil

Le Titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de l'UCANSS, relativement à l'ensemble des prestations du marché.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulées par écrit dans les documents remis à l'UCANSS lors de l'exécution du marché.

7.6. Statut du personnel du Titulaire

Le Titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent marché.

Il est expressément entendu que les agents du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur le site de l'UCANSS.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire.

7.7. Remplacement d'intervenants

Le Titulaire a recours aux personnels et aux outils adaptés aux prestations qui lui sont demandées.

Il s'engage à faire exécuter la prestation par un personnel spécialisé dans le domaine concerné.

L'UCANSS peut, à tout moment, demander au Titulaire le remplacement d'une ou de plusieurs personnes physiques affectées à l'exécution du marché, si elle le juge nécessaire.

Dans le cas où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- en aviser, dans un délai de 5 jours maximum, l'UCANSS et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'UCANSS un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 8 : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les prestations sont vérifiées et admises par l'UCANSS dans les conditions prévues aux articles 28 à 29 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 9 : LES PRIX

9.1. Contenu des prix

Les prestations objet du marché seront réglées par application des prix forfaitaires et unitaires indiqués dans l'offre financière (TOP) annexée à l'acte d'engagement (ATTR11) du marché.

Les prix stipulés en euros sont ceux figurant dans le TOP.

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-P.I., les prix sont réputés complets.

Ils comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution complète des prestations, dont les frais d'assurance, les marges pour risque, les frais de déplacement et les marges bénéficiaires.

Les prix du marché sont exprimés hors T.V.A. Le règlement s'effectue en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur.

9.2. Nature des prix

Par dérogation à l'article 10.1.2 du C.C.A.G.-P.I., les prix initiaux du marché sont fermes la première année puis révisables à la hausse comme à la baisse annuellement, à chaque date d'anniversaire du mois de la remise des offres (mois zéro (M0)) par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times (S/S0)$$

Dans laquelle :

P = le prix révisé

P0 = Prix initiaux indiqués au bordereau des prix

S0 = Indice Syntec du mois M0 correspondant au mois de remise des offres, publié par la Fédération professionnelle SYNTEC sur le site www.syntec.fr

S = Indice Syntec du mois au cours duquel la révision des prix sera appliquée, publié par la Fédération professionnelle SYNTEC sur le site www.syntec.fr

Par dérogation à l'article 10.2.3 du C.C.A.G.-P.I., pour le coefficient de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dans le cas où les indices ci-dessus viendraient à cesser, les parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre.

ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT

10.1. Présentation des factures

Les factures seront présentées à terme échu annuellement à l'Ucanss et devront correspondre au montant alloué au Titulaire pour la durée totale du marché, rapporté à l'année de facturation.

Ainsi :

$$\text{Facture annuelle} = \frac{\text{Montant alloué au Titulaire pour la durée totale du marché}}{\text{Nombre total d'années du marché}}$$

Chaque facture est établie par le Titulaire en un original et un duplicata et adressée à l'UCANSS à l'adresse suivante :

UCANSS
Service des Ressources Budgétaires (SRB)
6 rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- Le nom, l'adresse et le numéro SIRET du Titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- La date d'établissement et le numéro de la facture ;
- L'intitulé et le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire ;
- La prestation concernée et l'intitulé précis des prestations réalisées et des livrables associés ;
- La date d'admission des prestations ;
- Le montant H.T. des prestations, le taux et le montant de la T.V.A. et le montant total des T.T.C. des prestations.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

La première facture adressée devra être accompagnée d'un RIB ou d'un RIP original.

10.2. Modalités de transmission des factures

Les factures sont transmises soit via le service de dématérialisation des factures Chorus Pro, soit par courrier électronique (srb@ucanss.fr).

En cas d'utilisation de Chorus Pro, le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
 - Déposer ses factures sur le portail ;
 - Saisir directement ses factures.
2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références du marché et le numéro SIRET de l'Ucanss.

10.3. Délai global de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de chaque facture.

Conformément à l'article L 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article R 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est la Directrice de l'UCANSS.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'UCANSS.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1).

ARTICLE 11 : AVANCE ET ACOMPTES

11.1. Avance

Sauf renonciation du titulaire formulée dans l'acte d'engagement, l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13 ; le taux minimal de l'avance est porté à 30 %. Dans les autres cas, le taux de l'avance est porté à 5 %.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute :

1. Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;
2. Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, à la première demande de paiement.

Conformément aux dispositions de l'article R 2191-19 du Code de la commande publique, l'avance est intégralement remboursée lorsque le montant toutes taxes comprises des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée.

11.2. Acomptes

En application des articles R 2191-20 et suivants du Code de la commande publique, les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R 2191-22 du Code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 13 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de l'UCANSS ou son représentant habilité.

ARTICLE 14 : PENALITES

14.1. Modalités d'application des pénalités

L'application de pénalités est notifiée par l'UCANSS au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, et ce sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont réglées par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations ou par ordre de recette émis par l'UCANSS.

Le décompte des pénalités est notifié par l'UCANSS au titulaire qui peut présenter ses observations à l'UCANSS dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

14.2. Application des pénalités

14.2.1. Pénalités en cas de non-accessibilité à la plateforme

En cas d'interruption d'accès à la plateforme résultant d'un incident technique ou autre, le titulaire s'engage à rétablir le service ou à proposer une solution équivalente temporaire sous 48 heures après notification de l'UCANSS.

A défaut des pénalités pourront être appliquées, à chaque incident constaté.

Ces pénalités s'élèvent à 300 euros par jour ouvré à compter du dépassement du délai de 48 heures susmentionné.

Ces pénalités sont plafonnées à 10 % du montant total facturé au cours de l'année.

14.2.2. Retard imputable au Titulaire

En cas de dépassement du délai d'exécution d'une prestation par le Titulaire, il sera fait application de l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I.

Le montant des pénalités de retard s'impute sur le règlement de la facture adressée par le Titulaire à l'UCANSS.

Conformément à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-P.I., le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% du montant total HT du marché.

14.2.3. Retard imputable à l'UCANSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'UCANSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'UCANSS, sera constaté dans une attestation établie par l'Ordonnateur de l'UCANSS, laquelle :

- Indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel et reconnaîtra que le retard lui est imputable ;
- Définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire.

14.2.4. Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'UCANSS au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 500 € par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du Code du travail.

14.2.5. Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles

En application des dispositions de l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-P.I., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 € pour chaque manquement constaté.

ARTICLE 15 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

15.1. Propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle relatifs au présent marché sont réglementés par l'article 35 du C.C.A.G.-P.I. aux termes duquel :

« Le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché. [...] La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 35.3 ».

Par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- l'ensemble des livrables attendus au titre du marché,
- l'ensemble des documents intermédiaires, et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés à l'UCANSS et quel qu'en soit le mode de transmission.

Le prix de la cession des droits à titre non exclusif est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.
Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation demeurent à sa charge exclusive.

15.2. Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies par l'article 34 du C.C.A.G.-P.I.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats ; le titulaire autorise le pouvoir adjudicateur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

15.3. Garanties

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur les résultats aucun droit au profit d'un tiers.

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés au pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à la faire cesser.

ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE

Il est fait application de l'article 5.1 du C.C.A.G.-P.I.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant l'UCANSS à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché et à les maintenir confidentielles.

Le Titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées dans le cadre du présent marché.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée du marché et sans limitation de durée après son expiration.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

ARTICLE 17 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier :

- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit « Règlement général sur la protection des données », ci-après « RGPD » ;
- la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susmentionnée ;
- la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN).

17.1. Description du ou des traitement(s) des données à caractère personnel

La Mission handicap, pilotée par l'UCANSS, dans le cadre de son engagement, accompagne les organismes de Sécurité sociale en matière de handicap.

Cet accompagnement doit permettre de soutenir tout au long des phases de la maladie, les salariés du Régime général de la Sécurité sociale afin de les aider à mieux concilier leur parcours de soins avec leur vie professionnelle, de revenir au travail dans les meilleures conditions et ainsi prévenir la désinsertion professionnelle.

Ce soutien se présente sous la forme d'un parcours fait de quiz, de vidéos et d'un carnet de bord qui permettent d'aborder les questions les plus fréquentes lorsque l'on se retrouve en situation de travail tout en étant en période de maladie et de soins, disponible et accessible via une plateforme en ligne.

Cette plateforme, mise à disposition et gérée par le Prestataire, est accessible par profil (salariés, managers, collaborateurs aidants).

Le Prestataire est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour l'authentification et pour la navigation sur la plateforme, à savoir des données d'identification : (nom, prénom, mail professionnel, mail personnel), et des données de connexion et de trafic sur la plateforme.

Le Prestataire fournit à l'UCANSS des tableaux de suivis non nominatifs.

17.2. Obligation du prestataire

Dans le cadre du présent marché, le Prestataire s'engage à traiter les données uniquement pour les finalités des traitements mentionnées à l'article 3 du CCTP. A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales. En cas d'instructions documentées fournies par l'UCANSS, le Prestataire s'engage à les respecter. Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendrait en contradiction avec les instructions de l'UCANSS ou ne permettrait pas au Prestataire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le Prestataire devra en informer l'UCANSS sans délai, et avant de procéder à tout traitement.

Les données à caractère personnel ne pourront faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne.

L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles. Le Prestataire garantit à l'UCANSS qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le Prestataire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du Prestataire dûment autorisé, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le Prestataire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le Prestataire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, application et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur du présent marché, le Prestataire doit communiquer à l'UCANSS l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer l'UCANSS dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Le prestataire s'engage à appliquer la réglementation en vigueur relative à la gestion des cookies, conformément à l'article 82 de la loi informatique et libertés sur l'obligation du recueil du consentement et la recommandation de la CNIL sur les cookies et les traceurs.

Enfin, le Prestataire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'UCANSS comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'UCANSS ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

17.3. Obligations de l'UCANSS

L'UCANSS s'engage, en sa qualité de responsable du traitement, à :

- Fournir au Prestataire les données visées à l'article « description du traitement(s) des données à caractère personnel » ;
- Si existant, fournir les instructions concernant le traitement des données par le Prestataire.

17.4. Assistance du prestataire dans le cadre du respect par l'UCANSS de ses obligations

Le Prestataire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire à l'UCANSS dans le cas où l'UCANSS mène, pendant la durée du marché, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 du RGPD.

Il apportera également assistance à l'UCANSS pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle, le cas échéant.

17.5. Sécurité des données à caractère personnel

Le Prestataire garantit à l'UCANSS qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée du marché, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur du marché, le Prestataire devra mettre en œuvre toutes les mesures demandées par l'UCANSS.

Les Parties identifieront, pendant toute la durée du marché, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

Le plan d'assurance sécurité (PAS) sera élaboré conjointement avec le Prestataire, que celui-ci s'engage à mettre en œuvre pour l'exécution du marché.

17.6. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'UCANSS de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

17.7. Exercice des droits des personnes

Le Prestataire doit aider l'UCANSS à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Le Prestataire doit répondre, au nom et pour le compte de l'UCANSS et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

17.8. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Prestataire notifie à l'UCANSS toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données (dpo@ucanss.fr) et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'UCANSS, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

17.9. Sous-traitance

Toute opération de sous-traitance envisagée par le Prestataire doit être effectuée dans les conditions de l'article « Sous-traitance » du marché.

En outre, dans cette hypothèse, le Prestataire s'engage à communiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent article « Protection des données à caractère personnel ». Il appartient au Prestataire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le Prestataire demeure pleinement responsable devant l'UCANSS de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

17.10. Données à caractère personnel en fin de marché

Au terme du marché, quelle qu'en soit la cause, le Prestataire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Prestataire. Une fois détruites, le Prestataire doit justifier par écrit de la destruction.

17.11. Documentation et audit

Le Prestataire met à la disposition de l'UCANSS la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'UCANSS ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

17.12. Manquement du prestataire

En cas de non-respect par le Prestataire des obligations visées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'UCANSS pourra décider de résilier l'accord cadre aux torts exclusifs du Prestataire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 18 : MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

18.1. Modifications non substantielles

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-7 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° modifier considérablement l'objet du marché ;

4° avoir pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R 2194-6 du Code de la commande publique.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision de l'UCANSS adressée par email au Titulaire.

18.2. Autres cas de réexamen

En cas de circonstances imprévisibles que des parties diligentes ne pouvaient prévoir modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, il est fait application de l'article 25 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 19 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, après le dépôt de son offre, devra obligatoirement en faire la demande à la Directrice de l'UCANSS conformément aux dispositions des articles R 2193-4 et suivants du Code de la commande publique.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'UCANSS.

Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant, garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions du marché.

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un prestataire tiers, le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance est produite à l'Ucanss qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des prestations ainsi que les mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 121 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'Ucanss de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'acheteur.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par l'Ucanss, dans les conditions définies aux articles R 2193-1 et suivants Code de la commande publique.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a. la nature des prestations sous-traitées ;
- b. le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c. le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d. les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e. les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-31 du Code de la commande publique s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'Ucanss au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Ucanss au service budget et ordonnancements accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'UCANSS.

En cas d'accord, le titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'Ucanss procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'Ucanss informe le titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 20 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

20.1. Dispositions générales

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'UCANSS, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

20.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'UCANSS.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

20.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre l'UCANSS et le nouveau Titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité du marché.

L'UCANSS vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas se trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L 2141-1, L 2141-2, L 2141-3, L 2141-5 et aux 1° et 3° de l'article L 2141-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 21 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire est responsable des conséquences dommageables des faits et actes commis, de son fait ou de celui de ses préposés, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans le cadre de l'exécution du marché.

Sont entendus comme dommages, les dommages matériels directs que subiraient les biens et les agents de l'UCANSS du fait des agissements des préposés du Titulaire, ainsi que les dommages causés aux tiers.

ARTICLE 22 : ASSURANCE ET ATTESTATIONS

Le Titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement l'UCANSS de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'UCANSS par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Dans le cas où l'UCANSS le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes du marché lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du Code du travail.

L'UCANSS informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le Titulaire de faire cesser cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'UCANSS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'UCANSS transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UCANSS, cette dernière en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 24 : CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Soucieuse de limiter l'impact environnemental de ses achats, l'UCANSS souhaite favoriser le caractère écoresponsable des prestations réalisées.

Les prestations devront ainsi prendre en compte les enjeux de conception responsable des services numériques en cherchant à :

- Réduire la consommation énergétique engendrée par la conception et l'utilisation des services numériques, en réduisant en particulier la puissance informatique nécessaire au bon fonctionnement des services ;
- Concevoir des services numériques les plus accessibles possibles, en particulier pour les personnes porteuses d'un handicap, notamment visuel et auditif ;
- Garantir le respect de la vie privée des personnes.

En outre, il est attendu que le titulaire mette en place une politique numérique écoresponsable (exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

Le titulaire communiquera, sur demande de l'UCANSS, les éléments de preuve, par tous moyens et à tout moment, permettant de justifier du respect de ses obligations.

ARTICLE 25 : REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes de sécurité sociale attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière sociale et qu'il a acquitté les cotisations sociales exigibles. La liste de ces cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».
- Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants mentionnés à l'article D. 8222-5 du Code du travail :
 - ✓ Le numéro unique d'identification INSEE à jour. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - ✓ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - ✓ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- La pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.
- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme bénéficiaire professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire en application de l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I.

26.1. Résiliation aux torts du Titulaire

La résiliation pourra être prononcée pour faute unilatéralement et sans indemnité dans les conditions de l'article 39 du C.C.A.G.-P.I., et notamment :

- En cas de non-respect des dispositions contractuelles générales dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité décrite à l'article 16 du présent C.C.A.P. ;
- En cas de non-respect des obligations de respect des données personnelles décrites à l'article 17 du présent C.C.A.P. ;
- En cas de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 20 du présent C.C.A.P. ;
- En cas de manquements aux formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail ;
- En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique.

Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire est prévu par l'article 39 du C.C.A.G.-P.I.

La décision de résilier le marché aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

Dans les cas prévus à l'article 39.2 du C.C.A.G.-P.I., une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché est résilié par l'UCANSS, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

De plus, l'UCANSS se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent marché, dans les conditions de l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

26.2. Résiliation du fait de l'UCANSS

Le marché peut être résilié, à tout moment, à la seule initiative de l'UCANSS et en l'absence même de faute du Titulaire, dès lors que le Titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation du marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

L'UCANSS peut également faire application des articles 37, 38 et 40 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 27 : DIFFERENDS ET LITIGES

L'UCANSS est un organisme privé chargé d'une mission de service public.

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

Par dérogation à l'article 43.5 du C.C.A.G.-P.I., le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution des prestations est le Tribunal judiciaire de Paris.

ARTICLE 28 : DROIT ET LANGUE

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tous les rapports, documentations, livrables, correspondances et, plus généralement, tous les documents écrits de toutes natures relatifs au présent marché doivent être rédigés en français.

ARTICLE 29 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.-P.I.

Article du C.C.A.P.	Article du C.C.A.G.-P.I.	Objet de la dérogation
Article 3	Article 4.1	Ordre des pièces contractuelles
Article 7.7	Article 3.4.3	Remplacement d'un intervenant
Article 14.2	Article 14.1	Application des pénalités
Article 27	Article 46.5	Tribunaux judiciaires compétents pour tous les litiges